

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 05/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Véolia Recyclage Valorisation Hauts de France (ex TRP)

115 rue Chanzy
59260 Lezennes

Références : Veolia_Seclin_RAPVI_0007000567_inspection 2024 01 29
Code AIOT : 0007000567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2024 dans l'établissement Véolia Recyclage Valorisation Hauts de France (ex TRP) implanté Rue de la Sucrierie 59113 Seclin. L'inspection a été annoncée le 15/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2024 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 15/01/2024

Elle porte sur :

- le traitement et la gestion des déchets,
- la prévention du risque incendie,
- les rejets aqueux et les rejets atmosphériques

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Véolia Recyclage Valorisation Hauts de France (ex TRP)

- Rue de la Sucrierie 59113 Seclin
- Code AIOT : 0007000567
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Anciennement TRP, la société Véolia exerce une activité de transit, de tri et de valorisation de déchets non dangereux sur son site de Seclin situé rue de la Sucrierie dans la ZAC de l'Epinette. L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées ainsi que leurs installations connexes, est implanté sur une superficie de 30 000 m² et comprend :

- un bâtiment de 960 m² situé au Nord Est du site dédié aux activités carton et plastique (deux aires de dépotage, une presse à balles)
- un hall de réception et de pré-tri de 2 771 m² des DIV (emballages valorisables en mélange ou déchets d'activités économiques) /encombrants et des DEA (Déchets d'Équipements et d'Ameublement) ;
- un bâtiment principal de 2477 m² abritant une aire de stockage de déchets mélangés, des lignes de tri, deux remorques FMA pour la réception des refus de tri en bout de ligne, ainsi que les locaux administratifs d'une superficie de 169 m² ;
- une plate-forme de valorisation des déchets destinée à accueillir l'unité de broyage mobile située au sud du site, au droit des alvéoles de stockage de bois ;
 - 4 alvéoles de stockage extérieur dédiées à l'activité bois situées au sud du site ;
 - 1 alvéole de stockage extérieure dédiée à l'activité de transfert de gravats à côté des alvéoles de stockage de bois ;
 - 1 alvéole de stockage extérieure dédiée à l'activité de transfert de déchets verts à côté des alvéoles de stockage de bois ;
- 1 alvéole de stockage des métaux située à proximité du bâtiment abritant la presse à balles au nord du site ;
- 1 alvéole de stockage des balles de déchets en attente d'expédition (plastiques et cartons) située à proximité du bâtiment abritant la presse à balles au nord du site ;
- 2 bassins de tamponnement des eaux pluviales de voiries et de confinement des eaux d'extinction incendie : L'un pour la gestion des eaux du bassin versant nord, le second pour la gestion des eaux pluviales du bassin versant sud..
- Les équipements de tri suivants :
 - une ligne de pré-tri : tri des « monstres » par pelle mécanique puis alimentation de la ligne qui comporte un trommel 3 voies visant à l'extraction des fines et une majorité des déchets verts
 - une ligne de tri composée de tapis, d'une cabine de tri manuelle, d'alvéoles de stockage, d'une presse à balles, d'un tapis double sens alimentant des remorques en refus de tri.

L'exploitation est actuellement régit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021.

L'établissement relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2791 et du régime de l'enregistrement pour les rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets entrants dans l'installation	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.2.1	Sans objet
2	Gestion des stockages	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.4.2	Sans objet
3	Registre des	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	déchets sortants	article 3.5.2	
4	Rejets canalisés de poussières	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1.2	Sans objet
5	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 5.3.4	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 5.3.7.2	Sans objet
7	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4	Sans objet
8	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant était en conformité avec toutes les dispositions contrôlées de son arrêté préfectoral du 23/04/2021, excepté pour les concentrations de certains paramètres de ses eaux pluviales.

En effet, le prélèvement effectué le 03/10/2023 relève des concentrations en DBO5 (au droit du grand bassin), en MES et en azote totale (au droit du grand et du petit bassin) supérieure aux concentrations maximales imposées à l'article 5.3.7.2 de l'arrêté préfectoral du 23/04/2021.

L'exploitant explique ce dépassement par l'accumulation de matière organique au droit de ses bassins, due en partie à de faibles précipitations sur l'année 2023.

Afin de lever cette non-conformité, l'exploitant s'engage à augmenter le nombre de curages annuels, effectués sur ses réseaux et ses 3 séparateurs d'hydrocarbure, pour l'année 2024 (deux curages annuels au lieu d'un seul).

L'inspection valide cet engagement et vérifiera l'efficacité de cette action par une analyse du rapport des prélèvements qui seront effectués en 2024.

De plus, conformément aux dispositions de l'article 8.4 de son arrêté préfectoral, l'exploitant transmettra à l'inspection, dans les 3 mois à compter de la réception du présent rapport, l'avis du SDIS sur la cuve servant de réserve incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets entrants dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets admis sur le site sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Déchets encombrants et tout venant; - Déchets d'équipements et d'ameublement - Déchets d'activités économiques,

<ul style="list-style-type: none"> - Déchets de chantier (gravats), - Déchets verts issus des déchetteries. <p>Les déchets sont reçus soit en mélange pour tri, soit en mono-flux pour transit regroupement. Aucun déchet dangereux n'est accepté volontairement dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après vérification du registre des déchets entrants de l'année 2023, l'inspection a constaté que les déchets qui avaient été admis sur le site pendant l'année écoulée correspondent aux déchets admis par les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23/04/2021. D'après le registre, aucun déchet dangereux n'a été admis sur l'année 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion des stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de stockage et de manipulation des déchets doivent être imperméabilisées. Les stockages de produits pulvérulents sont interdits. Les stockages en vrac sont réalisés dans la mesure du possible dans des espaces fermés. Les déchets triés sont entreposés afin de prévenir les risques de mélange.</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée et du débouché (réutilisation, combustible, amendement, recyclage)</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges..).</p> <p>Les hauteurs maximales de stockage n'excéderont pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 mètres pour les alvéoles de stockage situées au droit du bâtiment abritant la presse à balle, - 8 mètres à l'intérieur du bâtiment de réception amont et de pré-tri, - 4 mètres pour les alvéoles de stockage situées au sud du site. <p>Aucun stockage n'est réalisé dans le bâtiment abritant la presse à balles. Les matériaux sont</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a pu constater que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aires de stockage et de manipulation des déchets étaient imperméabilisées par des dalles béton, - l'exploitant ne stockait pas de produits pulvérulents et les déchets triés étaient entreposés dans les cases de stockage afin de prévenir tout risque de mélange, - les aires de réception étaient clairement repérées par des marquages au sol, - l'exploitant disposait des moyens nécessaires afin d'évaluer le volume de ses stocks et les hauteurs maximales de stockage respectent les prescriptions décrites plus haut, - aucun stockage n'était réalisé dans le bâtiment abritant la presse à balles.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation. Ce registre contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition,- le nom et l'adresse du repreneur,- la quantité de chaque déchet expédié,- l'identité du transporteur,- le numéro d'immatriculation du véhicule,- le code du traitement qui va être opéré.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant tient à jour un registre des déchets sortants de l'installation sous format informatique. Ce registre contient toutes les informations prescrites à l'article 3.5.2 de l'AP du 23/04/2021. L'exploitant dispose d'une interface permettant une communication directe entre ses logiciels d'entrée et de sortie de déchets et l'application Track-Déchet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets canalisés de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Le trommel de la ligne de pré-tri est équipé d'un système de captation à la source des poussières. Celles-ci sont ensuite stockées en big-bags et évacuées vers les filières adaptées. La cabine de tri est équipée d'une unité de dépoussiérage. La concentration de poussières rejetées à l'extérieur est inférieure à 50 mg/Nm ³ .
Constats : Le trommel de la ligne pré-tri est utilisé pour le tri des déchets de gravats. Or en 2023, l'exploitant n'a pas reçu ce type de déchet et cette ligne est restée inactive toute l'année 2023. L'inspection a pu constater lors de la visite terrain que la cabine de tri est équipée d'une unité de dépoussiérage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 5.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les séparateurs d'hydrocarbures sont vérifiés semestriellement et le cas échéant, après chaque événement pluvieux importants. Ils sont curés une fois par an, au minima, afin de garantir une

concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.
Constats : L'exploitant dispose de 3 séparateurs : un situé sur l'ancien site de Selva, le deuxième au droit du grand bassin de rétention, et le 3 ^{ème} entre le bâtiment process et le petit bassin de rétention. Le curage est effectué deux fois par an, l'inspection a vérifié l'exécution de la dernière prestation effectuée par la société Mille en décembre 2023 en contrôlant le devis des travaux (devis n°2312-2016633 comprenant une prestation de curage pour chacun des 3 séparateurs).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 5.3.7.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux		
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :		
	Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)
	MeS	100
	DCO	300
	Azote global	10
	Hydrocarbures totaux	10
	Métaux totaux	10
Constats : L'inspection a constaté que conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral, l'exploitant vérifie ses séparateurs d'hydrocarbure tous les 6 mois. L'inspection a analysé le dernier rapport de vérification effectué par la société SARPI le 03/10/2023. Pour deux points de prélèvements (un point situé sur le séparateur positionné au droit du grand bassin de rétention et l'autre point situé au niveau du séparateur positionné au droit du petit bassin de rétention), les valeurs en concentration dépassent les valeurs limites imposées par l'arrêté : Au droit du grand bassin, la concentration en MES (880 mg/l) et la concentration en azote totale (40 mg/l) dépasse les valeurs limites imposées, - Au droit du petit bassin, la concentration en MES (120 mg/l) et la concentration en azote totale (34 mg/l) dépasse les valeurs limites imposées, L'exploitant explique ces dépassements par l'accumulation des matières organiques en suspension due au manque de précipitation sur cette année 2023. Cette accumulation a d'ailleurs été constaté par l'inspection lors de la visite terrain. Pour corriger ces dépassements, l'exploitant a proposé à l'inspection d'augmenter le nombre de curages prévus pour ses séparateurs et ses réseaux. Dans son plan d'action l'exploitant a prévu pour 2024 de procéder 2 fois par an (au lieu d'une seule imposée par son arrêté) au curage des réseaux et des 3 séparateurs deshuileurs. L'inspection valide cette proposition et demande que l'exploitant lui transmette pour analyse les rapports de vérification qui seront effectués en 2024.		

N° 7 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local,
- d'au moins 3 poteaux d'incendie publics dont le premier doit être situé à moins de 200 mètres des installations d'une capacité en rapport avec le risque à combattre et permettant de délivrer à minima un débit de 270 m³/h pendant deux heures. A ce titre, l'exploitant doit s'assurer au minimum tous les trois ans que ce volume est disponible en sollicitant auprès du service public de défense extérieure contre l'incendie de la MEL une mesure de débit simultané sur au moins trois poteaux incendie. Dans la mesure où ce volume ne serait pas obtenu, il appartiendra à l'exploitant de remédier à l'insuffisance par la mise en place d'une réserve ou d'une citerne incendie après avoir obtenu l'accord du SDIS.
- d'extincteurs et de RIA répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Constats :

L'inspection a constaté que l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre, notamment :

- d'extincteurs et de RIA répartis dans les lieux présentant des risques spécifiques,
 - de 3 poteaux incendie publics en périphérie du site,
- de moyens d'alerter les services d'incendie et de secours ainsi que de plans facilitant leur intervention.

Lors de la visite d'inspection du 12/04/2022, l'inspection avait soulevé le problème de l'éloignement des poteaux incendie vis-à-vis du risque à défendre (distance nettement supérieure à 200 mètres).

Pour résoudre ce problème, l'exploitant a installé une cuve de 800 m³, au droit des bâtiments de tri et de stockage. Cette cuve est équipée d'un espace de mise en station. L'inspection a constaté lors de la visite terrain que l'aire de stationnement et la cuve mis en œuvre étaient conformes aux normes en vigueur, que ces équipements permettaient une intervention rapide pour une mise en station située au plus près des entrepôts à risque, que ces équipements permettaient de délivrer un débit de 400 m³/h pendant deux heures répondant aux dispositions de l'arrêté (270 m³/h pendant deux heures).

Observation :

Conformément aux dispositions de l'article 8.4 de son arrêté préfectoral, l'exploitant transmettra à l'inspection, dans les 3 mois à compter de la réception du présent rapport, l'accord du SDIS sur

la solution proposée, à savoir la mise à disposition d'une cuve servant de réserve incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place conformément aux référentiels en vigueur;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié les rapports de contrôle des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le système de sprinklage protégeant le hall de réception et de stockage : dernière vérification effectuée par l'organisme de contrôle Desautel et datant du 26/01/2024 (Rapport n°03666604-0001). Aucune non-conformité n'est mentionnée dans le rapport. - Le système de détection incendie : dernière vérification effectuée par l'organisme de contrôle Desautel et datant du 16/11/2023 (Rapport n°03579232-0001). Aucune non-conformité n'est mentionnée dans le rapport. - L'éclairage de sécurité des bâtiments de stockage : dernière vérification effectuée par l'organisme de contrôle Chubb et datant du 31/05/2023 (Rapport n°18905147). Aucune non-conformité n'est mentionnée dans le rapport. - Les RIA et les extincteurs : dernière vérification effectuée par l'organisme de contrôle Chubb et datant du 31/05/2023 (Rapport n°18905148). Deux extincteurs étaient défectueux, ils ont été remplacés en interne le 01/06/2023 par les services d'entretien chargé du site. - Les trappes de désenfumage du bâtiment de tri et de stockage : dernière vérification effectuée par l'organisme de contrôle Chubb et datant du 20/12/2023 (Rapport n°602261/CS/1000/002). Aucune non-conformité n'est mentionnée dans le rapport.
Type de suites proposées : Sans suite